

Le classement PISA est une évaluation effectuée par un organisme de l'OCDE sur les connaissances scolaires des élèves de différents pays. Le dernier résultat n'est pas bon pour la France. Non seulement notre pays régresse dans le classement, contrairement à ce que l'on constate ailleurs.

On peut, bien sûr – on l'a déjà beaucoup fait – contester ce classement. Mais cela est vain. Ce n'est pas le thermomètre qui est responsable de la maladie.

On peut bien sûr en profiter pour contester la politique de l'actuel gouvernement ou de l'actuel ministre de l'Education Nationale. Mais c'est malhonnête puisque les données à partir desquelles ce classement est fait sont toutes antérieures à la dernière alternance politique dans notre pays.

Il faut donc se rendre à l'évidence. Ce classement ne fait d'ailleurs que confirmer ce que nombre d'experts avaient déjà écrit.

Et il faut en tirer les conséquences qui, pour moi, sont au nombre de trois.

1. D'abord le fait qu'il n'y ait aujourd'hui en France que 140 jours d'école sur 365 jours dans l'année est une absurdité. Nous n'avons aucune raison de nous réjouir de ce record. Il y a urgence à revoir ce qui système qui, à l'évidence, ne permet ni d'enseigner ni d'apprendre dans de bonnes conditions. Il faut davantage de jours de classe, quitte à revoir en profondeur l'organisation de la journée, de la semaine et de l'année scolaire. Vincent Peillon œuvre en ce sens. Il a raison. Mais, on le voit, cela ne va pas sans difficultés ni critiques.

2. Réduire – ou même supprimer – la formation spécifique des enseignants fut une lourde erreur. Nous avons besoin d'enseignants bien formés. Cela vaut autant pour la formation dans la matière enseignée que pour l'apprentissage du métier, qui suppose une formation théorique et une formation pratique aussi solides l'une que l'autre.

3. Il faut revoir les programmes pour recentrer l'enseignement sur les apprentissages fondamentaux. On l'a beaucoup dit. Mais je ne pense pas qu'on l'ait vraiment fait : il n'est que de voir les horaires effectivement prévus pour ces apprentissages fondamentaux. Je ne prendrai qu'un exemple, que je pense bien connaître. Il s'agit de l'étude de la grammaire, dont je pense qu'elle est précieuse pour la maîtrise de la langue orale et écrite et pour la compréhension des textes. Il y a eu beaucoup de débats sur l'apport de la linguistique contemporaine. Cet apport est précieux. Il n'invalide pas – loin s'en faut – la totalité de ce que l'on appelle « grammaires traditionnelles ». Mais il faut qu'il y ait une nomenclature claire, des règles et des procédures précises sur lesquelles l'ensemble des enseignants doivent pouvoir se retrouver. Faute de quoi, je crains que cet enseignement ne passe au second plan, au collège notamment.

Au total, rien n'est inéluctable.

Il faut simplement de la volonté et des objectifs clairs.

Je suis persuadé que la plupart des enseignants, des élèves et des parents sont prêts à souscrire à de telles perspectives, eu égard à l'importance de l'enjeu.

Jean-Pierre Sueur